

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail

05 AOUT 2020

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2020

Conformément aux dispositions de l'Article 36 du Décret n°19.149 portant organisation et fonctionnement du Ministère des Finances et du Budget, la Direction Générale du Budget élabore chaque trimestre un rapport d'exécution du budget de l'Etat. Ce rapport expose et donne une analyse sur les finances publiques en général, et fait le point sur l'exécution du budget trimestriel en particulier.

Le présent rapport d'exécution du budget est structuré autour des points suivants :

- **Le contexte de l'élaboration de la Loi de Finances de l'année 2020 ;**
- **L'exécution du budget à fin juin 2020 ;**
- **Les perspectives.**

I. CONTEXTE D'ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2020

C'est dans un contexte mondial et sous régional marqué par l'escalade des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, une turbulence sur les marchés financiers en lien avec le Brexit, la baisse des cours des principales matières premières, ainsi que la persistance des tensions sécuritaires dans la sous-région de la CEMAC que le projet de Loi de Finances pour l'exercice 2020 a été élaboré. C'est pourquoi, il est important de rappeler l'environnement économique tant international que national afin d'orienter les priorités face aux éventuels chocs.

i) L'environnement économique international en 2019 et les perspectives en 2020

Selon la dernière édition des *Perspectives de l'économie mondiale*, la croissance mondiale qui se serait établie à 3,3% en 2019, devrait remonter à 3,6% en 2020.

Dans les pays avancés, l'expansion continuera de ralentir progressivement à mesure que les effets de la relance budgétaire américaine s'estompent et que la croissance tend vers le potentiel modeste de l'ensemble du groupe. Compte tenu du vieillissement de la population et la faible augmentation de la productivité, la croissance devrait atteindre 2,2% en 2019.

Aux États-Unis, le taux de croissance serait 3,2% en 2019, et progresserait modérément en 2020.

Dans la zone euro, la Commission européenne prévoit une hausse du Produit Intérieur Brut de 1,2% en 2019 et 1,9% en 2020 dans un contexte d'incertitude sur le commerce mondial et l'éventualité d'un Brexit.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait s'accélérer à 4,0% en 2019 pour s'établir à 4,1% en 2020. Ce taux reste toutefois insuffisant pour résorber les déficits budgétaires et courants persistants et à une dette devenue parfois insoutenable.

Dans la zone CEMAC, l'activité économique a été marquée par la poursuite des réformes macroéconomiques et structurelles, la hausse du prix du baril de pétrole brut, l'augmentation de sa production dans certains pays, et le dynamisme du secteur non

pétrolier. Ainsi, les prévisions pour 2019 tablent sur un taux de croissance de 3,2% contre 1,7% en 2018.

ii) **Le contexte économique national en 2019 et les perspectives en 2020**

L'activité économique devrait rester dynamique et se maintenir sur une tendance haussière à la faveur d'un environnement interne beaucoup plus favorable suite à la signature de ***l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en Centrafrique du 06 février 2019***, dont la mise en œuvre devrait permettre d'améliorer sensiblement la situation sécuritaire, ouvrant la voie à une croissance économique plus forte et plus inclusive. Globalement, le taux de croissance du PIB réel serait de 5,0% en 2020 contre 4,5% en 2019. Ce regain d'activité serait porté à la fois par la bonne tenue des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

- ***Au niveau du secteur primaire***, l'activité est attendue en hausse de 4,6% en 2020 contre 3,9% en 2019. Elle serait tirée, essentiellement, par le sous-secteur agricole et les activités annexes. Le sous-secteur de l'élevage et les activités extractives demeureraient, par ailleurs sur une bonne tendance.
- ***Au niveau du secteur secondaire***, l'activité devrait maintenir le cap en 2020, à la faveur de la poursuite de l'exécution des projets structurants du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix en Centrafrique (RCPCA) et de la vigueur des industries. Le taux de croissance attendu serait de 5,6% en 2020 contre 5,1% en 2019. Elle tirerait profit, principalement, de la bonne tenue des sous-secteurs des bâtiments et travaux publics (BTP), des matériaux de construction et de l'énergie.
- ***Au niveau du secteur tertiaire***, l'activité tirerait profit de la bonne orientation des secteurs primaire et secondaire. La croissance du secteur est projetée à 5,7% en 2020 contre 5,5% en 2019.

L'appropriation des éléments du contexte aussi bien national qu'international a permis d'adapter la stratégie appropriée et de dégager les ajustements sur le budget afin d'atteindre les objectifs fixés.

Sur la base des éléments ci-dessus énoncés, le projet de budget pour l'exercice 2020 a mis un accent particulier sur les grandes priorités suivantes :

- 1) **Renforcement de la paix, la sécurité et la justice ;**
- 2) **Relance de l'économie ;**
- 3) **Politique et bonne gouvernance ;**
- 4) **Cohésion sociale et action humanitaire.**

Au-delà de ces grandes priorités, le Gouvernement veillera à assurer ses principales missions régaliennes. Toutefois, tenant compte du contexte, un accent sera mis sur la priorisation des activités et surtout sur l'efficacité et l'efficience des politiques et programmes à mettre en œuvre par les Ministères et les Institutions de la République.

Face aux défis majeurs auxquels le pays est confronté, la priorité sera de poursuivre le processus de renforcement des finances publiques. Ceci, par l'amélioration des capacités de recouvrement des recettes fiscales tout en poursuivant la maîtrise des dépenses publiques.

a) En matière de mobilisation des ressources

Il s'agit d'optimiser la mobilisation des ressources intérieures grâce aux actions que les régies financières mettront en œuvre au cours de l'exercice 2020. Il s'agira entre autres de l'intensification des actions en recouvrement, l'interdiction des déclarations non accompagnées de paiement, le renforcement de la chaîne de dédouanement, la rationalisation de la gestion des exonérations, le renforcement de l'efficacité de la chaîne de recouvrement des recettes douanières et le renforcement des capacités des régies financières.

Les prêts devront être contractés à des conditions hautement concessionnelles en veillant au respect des ratios de viabilité et de soutenabilité de la dette.

b) En matière des dépenses

La prudence dans la gestion des dépenses restera de mise et devra être soutenue par une stricte discipline des acteurs de la chaîne des dépenses publiques. Toutefois, une attention particulière devra être portée vers les secteurs prioritaires en vue d'une augmentation des dépenses sociales afin de réduire la pauvreté.

Pour ce qui est des projets financés sur ressources extérieures, leur inscription dans le budget est tributaire de la convention de financement dûment signée et des dossiers techniques, notamment les études de faisabilité.

C'est à travers ces différentes orientations et choix stratégiques ci-haut énumérés que les grandes masses du projet de budget 2020 ont été arrêtées.

Le tableau suivant présente les grandes masses de la Loi de Finances 2020 :



**Tableau n° 1 : Prévisions de grandes masses de la Loi de Finances 2020
(en milliers de francs CFA)**

Libellés	Prévisions Loi de Finances 2020
RESSOURCES TOTALES	282 984 759
Ressources propres	143 498 000
Douanes	62 958 182
Impôts	56 244 000
Trésor	24 295 818
Ressources extérieures	139 486 759
Appuis budgétaires	44 650 000
Appuis projets	94 836 759
<i>Dons projets</i>	88 777 815
<i>Emprunts projets</i>	6 058 944
CHARGES	293 609 314
Dépenses primaires	160 318 054
Personnel	68 389 792
Biens et services	45 175 762
Frais financiers	4 614 620
Transferts et subventions	42 137 880
Dépenses d'investissement	118 369 250
<i>Sur ressources propres</i>	23 532 491
<i>Sur ressources extérieures</i>	94 836 759
Dépenses de rembours. de la dette	14 922 010
Solde budgétaire	- 10 624 555

Source : LF 2020

Figure n° 1 : Répartition des Ressources

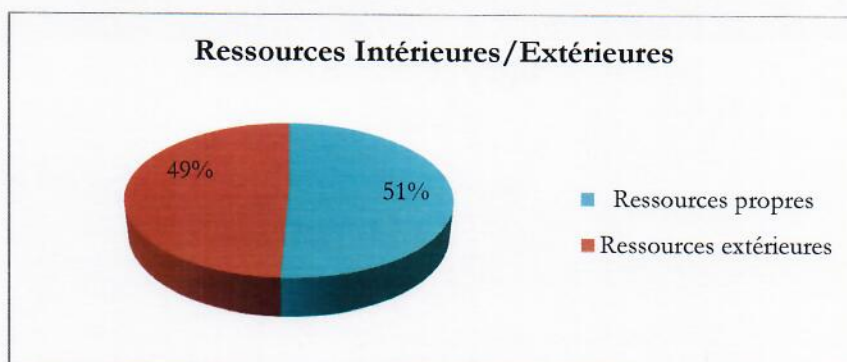
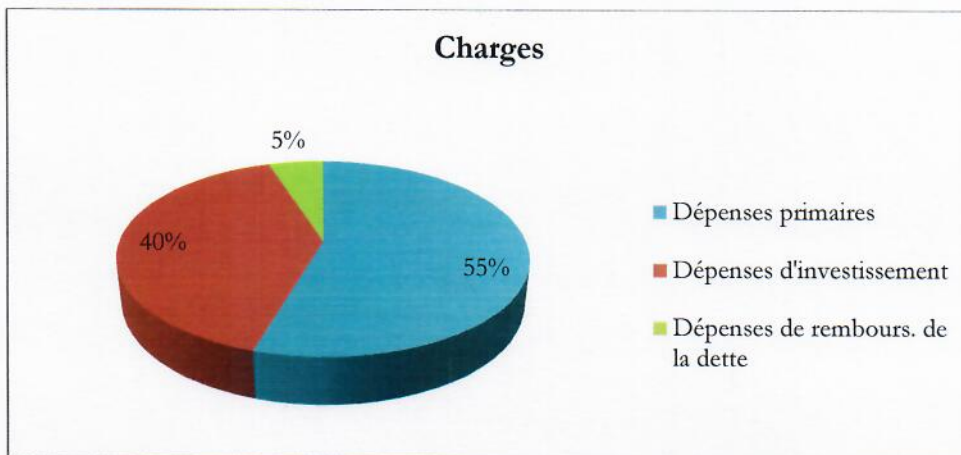


Figure n° 2 : Répartition des Charges



II. EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER SEMESTRE 2020

Au 1^{er} semestre 2020, l'exécution du budget a été réalisée dans un contexte marqué par la crise sanitaire du Covid-19 qui a eu des effets négatifs sur la réalisation des objectifs assignés.

Au cours de cette période, les ressources mobilisées ont atteint 123,5 milliards de francs CFA, représentant un taux de mobilisation de 43,64%. En comparaison à l'exercice de l'année dernière à la même période, une baisse de 27,25% a été observée due essentiellement à la faible mobilisation d'appuis budgétaires.

Durant la période sous-revue, l'exécution des dépenses base engagement s'élève à hauteur de 117,99 milliards de francs CFA sur une prévision de 293,61 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 40,19%. Comparé à la même période de l'année dernière, une progression de 62,20% a été constatée, liée à des hausses significatives des dépenses primaires.

Le tableau ci-dessous décrit les grandes masses tant en ressources qu'en charges :

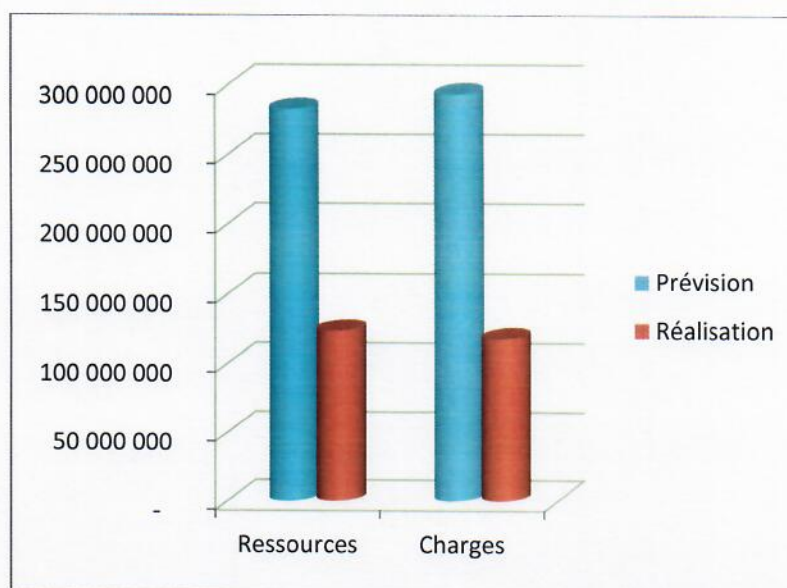
R

Tableau n°2 : Grandes masses en ressources et en charges des réalisations à fin juin 2020 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2019	Prévision 2020	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2020	Réalisation au 2 ^e trimestre 2020	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2020	Taux de réalisation
RESSOURCES	169 763 043	282 984 759	50 077 711	73 423 070	123 500 781	43,64%
Ressources intérieures	72 454 332	143 498 000	32 731 560	71 498 440	104 230 000	72,64%
Ressources propres	59 310 332	143 498 000	32 731 560	28 014 440	60 746 000	42,33%
Douanes	27 400 797	62 958 182	13 346 999	12 203 001	25 550 000	40,58%
Impôts	30 424 838	56 244 000	15 754 633	10 841 367	26 596 000	47,29%
Trésor	1 484 697	24 295 818	3 629 928	4 970 072	8 600 000	35,40%
Emprunts	13 144 000	-	-	43 484 000	43 484 000	
<i>Bon du Trésor</i>	13 144 000	-	-	13 141 000	13 141 000	
<i>FMI</i>		-		30 343 000	30 343 000	
Ressources extérieures	97 308 711	139 486 759	17 346 151	1 924 630	19 270 781	13,82%
Appuis budgétaires	58 908 000	44 650 000	7 543 000	- 7 543 000	-	0,00%
Appuis projets	38 400 711	94 836 759	9 803 151	9 467 630	19 270 781	20,32%
<i>Dons projets</i>	37 928 387	88 777 815	7 437 067	8 476 979	15 914 046	17,93%
<i>Emprunts projets</i>	472 324	6 058 944	2 366 084	990 651	3 356 735	55,40%
CHARGES	72 742 591	293 609 314	58 487 740	59 501 627	117 989 367	40,19%
Dépenses primaires	65 880 346	160 318 054	42 855 183	50 033 997	92 889 180	57,94%
Personnel	30 143 171	68 389 792	16 412 407	16 664 100	33 076 507	48,36%
Biens et services	21 706 100	45 175 762	11 713 948	16 428 157	28 142 105	62,29%
Frais financiers	-	4 614 620			-	
Transferts et subventions	14 031 075	42 137 880	14 728 828	8 562 532	23 291 360	55,27%
Dépenses d'investissement	6 862 245	118 369 250	15 632 557	17 846 838	33 479 395	28,28%
<i>Sur ressources propres</i>	6 862 245	23 532 491	5 829 406	8 379 208	14 208 614	60,38%
<i>Sur ressources extérieures</i>		94 836 759	9 803 151	9 467 630	19 270 781	20,32%
Solde budgétaire	97 020 452	- 10 624 555	- 8 410 029	13 921 443	5 511 414	

Sources : DGB, DGDDI, DGID, DGTCP, et DGPE (MEPC)

Figure n° 3 : Préviation et Réalisation des ressources



II.1) Situation des ressources mobilisées

Les données relatives aux ressources sont collectées auprès des régies financières et du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération.

II.1.1) Ressources intérieures

Les ressources intérieures pour le 1er semestre 2020 ont été mobilisées à hauteur de 104,23 milliards de francs CFA sur une dotation annuelle de 143,50 milliards de francs, soit un taux de recouvrement de 72,64%.

a) Ressources propres

Au 1^{er} semestre 2020, les régies ont mobilisé au total la somme de 60,75 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 143,50 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 42,33% inférieur à la cible de 50% espérée.

Cependant, une hausse de 2,43% est constatée malgré les contextes difficiles causés par la propagation du Covid-19.

La situation de mobilisation des recettes propres au 1^{er} semestre 2020 est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau n° 3 : Situation des ressources propres à fin juin 2020 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation au 1er semestre 2019	Prévision 2020	Réalisation au 1er trimestre 2020	Réalisation au 2e trimestre 2020	Réalisation au 1er semestre 2020	Taux de réalisation
Douanes	27 400 797	62 958 182	13 346 999	12 203 001	25 550 000	40,58%
Impôts	30 424 838	56 244 000	15 754 633	10 841 367	26 596 000	47,29%
Trésor	1 484 697	24 295 818	3 629 928	4 970 072	8 600 000	35,40%
TOTAL	59 310 332	143 498 000	32 731 560	28 014 440	60 746 000	43,64%

Sources : DGDDI, DGID, DGTCP

➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Au 30 juin 2020, la DGDDI a mobilisé au total la somme de 25,55 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 62,96 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 40,58%, ce qui est en deçà de la cible de 50% souhaitée. En comparaison à la même période en 2019, une baisse de 1,85 milliard de francs CFA a été observée, soit une régression de 6,75%.

Cette régression se justifie essentiellement par la baisse du flux commercial suite aux mesures prises pour lutter contre la propagation de la pandémie à Coronavirus (Covid-19) et le volume élevé des exonérations qui s'élève à hauteur 29,92 milliards de francs CFA accordées aux partenaires, constituant ainsi un manque à gagner pour l'Etat.

Afin d'accroître la mobilisation des recettes douanières, la DGDDI mise sur la levée des mesures prises pour lutter contre le Covid-19, et compte poursuivre la mise en œuvre des actions contenues dans son plan d'actions, notamment :

- Le renforcement des capacités des agents de la Douane ;
- Le renforcement de la chaîne de dédouanement ;
- La maîtrise des flux d'importation et d'exportation des marchandises ;
- La lutte contre la fraude.

Le tableau ci-dessous met en exergue la mobilisation des recettes de la DGDDI par nature économique.

Tableau n° 4 : Situation des recettes de la DGDDI à fin juin 2020 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation au 1er semestre 2019	Prévision 2020	Total réalisation au 1er trimestre 2020	Total réalisation au 2e trimestre 2020	Total réalisation au 1er semestre 2020	Taux de réalisation
Recettes fiscales	22 771 063	50 451 069	11 169 790	10 194 066	21 363 856	42,35%
Droits de sorties	316 376	1 223 015	102 304	97 883	200 187	16,37%
Amendes et pénalités	181 660	567 434	123 004	113 831	236 835	41,74%
Recettes affectées	3 116 521	9 274 103	1 697 277	1 555 470	3 252 747	35,07%
Recettes sur exercices antérieurs	297 840				-	
Autres recettes	717 337	1 442 561	254 624	241 751	496 375	34,41%
TOTAL	27 400 797	62 958 182	13 346 999	12 203 001	25 550 000	40,58%

Source : DGDDI

➤ **La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)**

Les recettes recouvrées par la DGID au 1^{er} semestre 2020 s'élèvent à hauteur de 26,6 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 56,24 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 47,29%, ce qui est inférieur à la cible de 50% souhaitée. Comparativement avec la même période en 2019, la mobilisation des recettes de la DGID a régressé de 3,82 milliards de francs CFA, soit un taux de diminution de 12,56%. Cette baisse est perceptible sur les postes de recettes fiscales et non fiscales ainsi que les divers produits exceptionnels.

Le tableau ci-après présente les performances de la DGID au 1^{er} semestre 2020 :

Tableau n° 5 : Situation des recettes de la DGID au 1^{er} semestre 2020 (en milliers de francs CFA).

Nature des recettes	Réalisation au 1er semestre 2019	Prévision 2020	Réalisation au 1er trimestre 2020	Réalisation au 2e trimestre 2020	Réalisation au 1er semestre 2020	Taux de réalisation
Recettes fiscales	26 561 898	38 847 547	13 519 779	9 853 719	23 373 498	60,17%
Recettes non fiscales	3 325 096	9 019 538	1 567 284	801 058	2 368 342	26,26%
Recettes sur exercices antérieurs	227 477	687 705	717	5 083	5 800	0,84%
Produits divers et exceptionnels	310 367	7 689 210	666 853	181 507	848 360	11,03%
TOTAL	30 424 838	56 244 000	15 754 633	10 841 367	26 596 000	47,29%

Source : DGID

➤ La Direction Générale du Trésor et de Comptabilité Publique (DGTCP)

Au 1^{er} semestre 2020, la DGTCP a mobilisé au total un montant de 8,6 milliards de francs CFA sur une prévision de 24,30 milliards de francs représentant un taux de recouvrement de 35,4% ce qui est très en deçà de la cible de 50% souhaitée.

En dépit de ce faible taux de recouvrement, il ressort une hausse de 7,12 milliards de francs CFA portée essentiellement sur les recettes non fiscales.

La situation de la mobilisation des ressources de la DGTCP à fin juin 2020 est retracée dans le tableau ci-dessous :

Tableau n° 6 : Situation des recettes de la DGTCP à fin juin 2020 (en milliers de francs CFA).


	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2019	Prévision 2020	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2020	Réalisation au 2 ^e trimestre 2020	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2020	Taux réalisation
Recettes non fiscales	1 427 205	20 904 233	3 601 788	4 697 534	8 299 322	39,70%
Recettes sur exercices antérieurs		10 000			-	0,00%
Produits exceptionnels	57 492	3 131 585	28 140	272 538	300 678	9,60%
Taxes et Redevances					-	
Produits financiers		250 000			-	0,00%
TOTAL	1 484 697	24 295 818	3 629 928	4 970 072	8 600 000	35,40%

Source : DGTCP

b) Les emprunts

Le montant des emprunts au 1^{er} semestre 2020 s'élève à hauteur de 43,49 milliards de francs CFA constitué de Bon de Trésor (13,14 milliards) et du FMI (30,34 milliards) au Gouvernement Centrafricain afin de lutter contre la propagation du Covid-19.

II.1.2) Financement extérieur

Au 1^{er} semestre 2020, la mobilisation des ressources extérieures s'élève à hauteur de 19,27 milliards de francs CFA correspondant à un taux de réalisation de 13,82%. Comparé à la mobilisation du 1^{er} semestre 2019, une baisse de 78,04% a été enregistrée, et s'explique par une faible mobilisation des appuis budgétaires. 

II.2) Situation de l'exécution des dépenses

L'exécution des dépenses publiques au 1^{er} semestre 2020 a été réalisée dans un contexte marqué par la propagation de la pandémie du Covid-19 obligeant le Gouvernement à suspendre provisoirement la prise en charge de certaines dépenses prévues dans le budget.

L'analyse de ces dépenses est faite à partir des données extraites de l'appliquatif GES'CO et celles collectées auprès du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération.

II.2.1) Analyse de l'exécution du budget par titre de dépenses

L'exécution des dépenses par titre à fin juin 2020 affiche un niveau de réalisation base engagement d'un montant de 117,99 milliards de francs CFA sur une dotation annuelle de 293,61 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 40,19%.


Le tableau ci-après donne la synthèse de l'exécution des dépenses par titre au 1^{er} semestre 2020 :

Tableau n° 7 : Exécution des dépenses par titre à fin juin 2020 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2019	Prévision 2020	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2020	Réalisation au 2 ^e trimestre 2020	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2020	Taux de réalisation
CHARGES	72 742 591	293 609 314	58 487 740	59 501 627	117 989 367	40,19%
Dépenses primaires	65 880 346	160 318 054	42 855 183	50 033 997	92 889 180	57,94%
Personnel	30 143 171	68 389 792	16 412 407	16 664 100	33 076 507	48,36%
Biens et services	21 706 100	45 175 762	11 713 948	16 428 157	28 142 105	62,29%
Frais financiers	-	4 614 620			-	
Transferts et subventions	14 031 075	42 137 880	14 728 828	8 562 532	23 291 360	55,27%
Dépenses d'investissement	6 862 245	118 369 250	15 632 557	17 846 838	33 479 395	28,28%
<i>Sur ressources propres</i>	6 862 245	23 532 491	5 829 406	8 379 208	14 208 614	60,38%
<i>Sur ressources extérieures</i>		94 836 759	9 803 151	9 467 630	19 270 781	20,32%
Solde budgétaire	97 020 452	- 10 624 555	- 8 410 029	13 921 443	5 511 414	

Sources : DGPE et DGPE (MEPC)

a) Dépenses primaires

A fin juin 2020, les dépenses primaires constituées des dépenses liées au traitement du personnel, au fonctionnement de l'administration, aux subventions accordées à certains organismes et les budgets extraordinaires en capital (BEC) sont exécutées à hauteur de 92,89 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 160,32 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 52,94%. 

✓ Dépenses du personnel

Au 1^{er} semestre 2020, les dépenses liées au traitement du personnel se chiffrent à hauteur de 33,08 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 48,36%, inférieur à la cible de 50% expliquant ainsi la maîtrise de cette nature de dépenses. En comparaison au niveau d'exécution de la même période en 2019, une augmentation de 9,73% a été enregistrée, qui se justifie par la prise en charge salariale des nouveaux intégrés dans la Fonction Publique et des nouvelles recrues dans l'Armée et la Sécurité Publique.


✓ Dépenses des biens et services

Au 30 juin 2020, le montant des dépenses des biens et services base engagement s'élève à 28,14 milliards de francs CFA sur une dotation annuelle de 45,17 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 62,29%. Comparativement à la même période de l'année 2019, une hausse de 6,44 milliard de francs CFA a été observée, soit une progression de 29,65%.

Cette hausse tire son origine de l'enthousiasme des fournisseurs à coopéré avec l'Etat suite aux différentes réformes entreprises par le Gouvernement, notamment :

- L'apurement des arriérés des fournisseurs pour permettre la relance de l'économie ;
- La mise en œuvre progressive de la déconcentration de la fonction d'ordonnateur par la dévolution des phases d'engagement et de liquidation au profit des départements sectoriels ;
- Le déploiement des contrôleurs financiers auprès des ministères sectoriels bénéficiaires de la fonction d'ordonnateur ;
- La création d'une plate-forme de saisie des engagements dédiée aux ministères sectoriels concernés.

✓ Dépenses de transferts et subventions

A fin juin 2020, sur une dotation de 42,14 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses de transferts et subventions base engagement s'élève à 23,29 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 55,27%. Par rapport à la même période en 2019, une hausse significative de 66% a été enregistrée. Cette hausse s'explique par la mise à disposition des subventions au profit des Institutions de la République, la prise en charge des contributions aux organismes internationaux et des crédits alloués aux Etablissements Publics suite au transfert de leurs ressources sur le Compte Unique du Trésor. 

b) Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement au 1^{er} semestre 2020 ont été exécutées à hauteur de 33,48 milliards de francs CFA sur une dotation de 118,37 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 28,28%.

Les investissements sur ressources propres s'élèvent à hauteur de 14,21 milliards de francs CFA sur une prévision de 23,53 milliards, soit un taux d'exécution de 60,38%. Comparé à la période de l'année dernière, une augmentation de plus de 100% a été enregistrée. Cette augmentation se justifie par les grands travaux en cours de réalisation, entre autres l'hôtel des Impôts, la réhabilitation des voies routières tant en provinces qu'à Bangui, et les travaux de construction de la base logistique pour les FACA.

Concernant les dépenses d'investissement sur ressources extérieures, elles ont été exécutées à hauteur de 19,27 milliards de francs CFA représentant un taux d'exécution de 20,32%.

c) Dépenses relatives au remboursement de la dette et des frais financiers

Les dépenses de remboursement de la dette et des frais financiers sont des opérations de trésorerie et la Direction Générale du Budget procède à la régularisation dès la remontée des informations y relatives. Au titre du 1^{er} semestre 2020, aucune opération de régularisation n'a été effectuée en l'absence d'informations.

II.2.2) Analyse des dépenses exécutées par Ordre de Paiement

L'analyse des dépenses effectuées par Ordre de Paiement présente un niveau d'exécution d'un montant de 2,26 milliards de francs CFA, représentant un taux d'exécution de 1,73% (hors salaires et investissements sur ressources extérieures).

Comparativement à la même période de l'année 2019, une baisse de plus de 32% a été observée, justifiée par la baisse drastique des missions à l'extérieur, des évacuations sanitaires et aux diverses manifestations suite aux mesures prises pour lutter contre le Covid-19.

Le tableau suivant fait la synthèse des dépenses exécutées par Ordre de Paiement.

Tableau n° 8 : Situation de l'exécution des dépenses par Ordre de Paiement au 30 juin 2020 (en milliers de francs CFA).

Nature des dépenses	Exécution OP au 1er semestre 2019	Prévision 2020	Exécution OP au 1er trimestre 2020	Exécution OP au 2e trimestre 2020	Exécution OP au 1er semestre 2020	Taux d'exécution
Biens et services	2 796 129	45 175 762	686 687	881 040	1 567 727	3,47%
Frais financiers		4 614 620				
Intervention	531 564	42 137 880	684 997	9 112	694 109	1,65%
Investissement		23 532 491				
Remboursement de la dette		14 922 010				
Total	3 327 693	130 382 763	1 371 684	890 152	2 261 836	1,73%

Source : DGB (Ges'Co)

II.2.3) Analyse des dépenses sociales hors salaires

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des ministères de l'Education, de la Santé, des Affaires Sociales, de la Promotion de la Femme, de l'Agriculture et du Développement Rural, de l'Elevage et de la Santé Animale, de l'Energie et des PME-PMI.

Ces dépenses sont suivies dans le cadre du programme conclu avec la Banque Mondiale et comportent chacune des indicateurs. Le montant global de prévision des dépenses sociales s'élève à 87,02 milliards de francs CFA et leur exécution au 1^{er} semestre se chiffre à 26,90 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 30,91%.

L'analyse des dépenses sociales est faite selon les titres de fonctionnement, d'intervention et d'investissement.

a) Fonctionnement

L'exécution des dépenses pour le fonctionnement des secteurs sociaux s'élève à hauteur de 9,58 milliards de francs CFA sur une prévision de 15,32 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 62,51%. Comparé à la même période de l'année dernière, une hausse de 3,48 milliards de francs CFA a été observée, justifiée par l'engouement des fournisseurs à collaborer avec l'Etat.

b) Intervention

Sur une dotation de 10,16 milliards de francs CFA, les dépenses d'intervention ont été engagées à l'ordre de 3,87 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 38,07% faisant apparaître une hausse de près d'un milliard de francs CFA en comparaison à la même période de l'année 2019. *nr*

c) Investissement

L'Exécution des dépenses d'investissement au 1^{er} semestre 2020 s'élève à 13,45 milliards de francs CFA sur une dotation de 61,53 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 21,86%. Ce faible taux s'explique par une faible mobilisation des ressources extérieures.

Le tableau ci-dessous met en relief les dépenses au profit des secteurs sociaux.

Tableau n° 9 : Récapitulatif des dépenses sociales au 30 juin 2020 (en milliers de francs CFA).

	Dotation 2020	Réalisations au 1 ^{er} Trimestre 2020	Réalisations au 2 ^e Trimestre 2020	Réalisations au 1 ^{er} semestre 2020	Taux d'exécution
Education	17 749 397	3 750 444	4 529 520	8 279 964	46,65%
Titre II: Fonctionnement	6 838 102	943 561	3 733 898	4 677 459	68,40%
Titre IV: Intervention	3 427 795	1 066 261	402 931	1 469 192	42,86%
Titre V: Investissement	7 483 500	1 740 622	392 690	2 133 312	28,51%
<i>Sur ressources propres</i>	1 273 500	14 999	392 690	407 689	
<i>Sur ressources extérieures</i>	6 210 000	1 725 623		1 725 623	
Santé	27 325 283	1 281 298	3 874 383	5 155 681	18,87%
Titre II: Fonctionnement	6 284 900	1 133 798	2 702 423	3 836 221	61,04%
Titre IV: Intervention	2 675 000	147 500	852 500	1 000 000	37,38%
Titre V: Investissement	18 365 383	-	319 459	319 459	1,74%
<i>Sur ressources propres</i>	1 202 556		319 459	319 459	
<i>Sur ressources extérieures</i>	17 162 827			-	
Affaires Sociales	6 863 934	238 724	6 314 371	6 553 095	95,47%
Titre II: Fonctionnement	191 361	3 211	124 164	127 375	66,56%
Titre IV: Intervention	1 186 219	172 000	167 455	339 455	28,62%
Titre V: Investissement	5 486 354	63 513	6 022 752	6 086 265	110,93%
<i>Sur ressources propres</i>	121 354	19 992		19 992	
<i>Sur ressources extérieures</i>	5 365 000	43 521	6 022 752	6 066 273	
Promotion de la Femme	567 474	109 502	53 585	163 087	28,74%

Titre II: Fonctionnement	133 464	21 800	34 215	56 015	41,97%
Titre IV: Intervention	36 000			-	0,00%
Titre V: Investissement	398 010	87 702	19 370	107 072	26,90%
<i>Sur ressources propres</i>	94 000	70 603	19 370	89 973	
<i>Sur ressources extérieures</i>	304 010	17 099		17 099	
Développement Rural	11 931 140	373 112	2 111 684	2 484 796	20,83%
Titre II: Fonctionnement	731 775	42 674	110 063	152 737	20,87%
Titre IV: Intervention	1 215 000	198 750	82 500	281 250	23,15%
Titre V: Investissement	9 984 365	131 688	1 919 122	2 050 810	20,54%
<i>Sur ressources propres</i>	1 349 640	131 688	481 959	613 647	
<i>Sur ressources extérieures</i>	8 634 725		1 437 163	1 437 163	
Elevage et Santé Animale	677 793	60 250	341 013	401 263	59,20%
Titre II: Fonctionnement	228 845	250	147 065	147 315	64,37%
Titre IV: Intervention	349 732	60 000	104 926	164 926	47,16%
Titre V: Investissement	99 216	-	89 022	89 022	89,73%
<i>Sur ressources propres</i>	99 216		89 022	89 022	
<i>Sur ressources extérieures</i>				-	
Energie	21 274 399	1 244 258	2 177 680	3 421 938	16,08%
Titre II: Fonctionnement	428 933	277 522	23 763	301 285	70,24%
Titre IV: Intervention	1 229 706	250 000	303 033	553 033	44,97%
Titre V: Investissement	19 615 760	716 736	1 850 884	2 567 620	13,09%
<i>Sur ressources propres</i>	410 000	9 965	389 885	399 850	
<i>Sur ressources extérieures</i>	19 205 760	706 771	1 460 999	2 167 770	
PME-PMI	304 009	94 363	111 539	205 902	67,73%
Titre II: Fonctionnement	37 750	26 374	1 000	27 374	72,51%
Titre IV: Intervention	167 000	40 000	40 000	80 000	47,90%
Titre V: Investissement	99 259	27 989	70 539	98 528	99,26%

<i>Sur ressources propres</i>	99 259	27 989	70 539	98 528	
<i>Sur ressources extérieures</i>				-	
Total Fonctionnement	15 324 078	2 509 190	7 070 538	9 579 728	62,51%
Total Intervention	10 165 565	1 874 761	1 995 484	3 870 245	38,07%
Total Investissement	61 531 847	2 768 250	10 683 838	13 452 088	21,86%
<i>Sur ressources propres</i>	4 649 525	275 236	1 762 924	2 038 160	43,84%
<i>Sur ressources extérieures</i>	56 882 322	2 493 014	8 920 914	11 413 928	20,07%
Total sur ressources propres	30 139 168	4 659 187	10 828 947	15 488 134	51,39%
TOTAL GENERAL	87 021 490	7 152 201	19 749 861	26 902 062	30,91%

Sources : DGB et DGPE (MEPC)

II.2.4) Analyse des dépenses spécifiques

Les dépenses spécifiques sont constituées des dépenses liées aux missions à l'étranger et celles relatives aux évacuations sanitaires.

Au 1^{er} semestre 2020, l'exécution des dépenses liées aux missions à l'étranger s'élève à l'ordre de 0,71 milliard de francs CFA sur une dotation de 1,60 milliard de francs CFA représentant un taux d'exécution de 44,38%. A la même période de l'année 2019, celle-ci s'élevait à l'ordre de 1,2 milliard de francs CFA soit une régression de 0,49 milliard de francs CFA justifiée par la crise sanitaire causée par le Covid-19.

L'exécution des dépenses liées aux évacuations sanitaires s'élève à hauteur de 0,98 milliard de francs CFA sur une prévision annuelle de 1,05 milliard de francs CFA, représentant un taux de 93,34%, en hausse de 120 millions de francs CFA comparativement à même période de l'année dernière.

III. PERSPECTIVES


L'exécution du budget au 1^{er} semestre 2020 a été marquée par la crise sanitaire du Covid-19, entraînant la baisse des recettes domestiques d'où nécessité de réduire certaines dépenses jugées non prioritaires pour les allouer vers les secteurs les plus touchés par la crise.

C'est dans cette optique qu'un Budget Rectificatif qui tient en compte la capacité de mobilisation des ressources propres, des appuis financiers supplémentaires et la prise en charge de nouvelles dépenses permettant de contenir le Covid-19 a été adopté.

Malgré toutes ces mesures, la situation des finances publiques de la RCA risque de se dégrader à cause de la pandémie du Covid-19. Car, outre les pertes de recettes

intérieures et les nouveaux besoins pour le financement de la balance des paiements, l'Etat va faire face à de nouvelles dépenses, ce qui pourrait entraîner une tension de trésorerie accrue et une incapacité pour le Gouvernement d'honorer à ses obligations régaliennes.

Afin de faire face à cette menace, des efforts doivent être faits par le Gouvernement en vue de mobiliser des appuis conséquents auprès des partenaires techniques et financiers.



Alexis GUENENGAFO
Directeur Général du Budget